

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, nous croyons que le programme de déréglementation a clairement eu des avantages pour les consommateurs canadiens et nous n'avons pas l'intention d'y renoncer.

Le sénateur Olson: Est-ce que le gouvernement se réjouit également de la guerre féroce des prix que se sont livrées deux sociétés aériennes — qui réussissaient raisonnablement bien ou très bien à mon sens — une guerre qui les a laissées financièrement mal en point maintenant, ou du moins en de sérieuses difficultés financières?

Le sénateur Murray: Honorables sénateurs, si c'est le cas, j'imagine que les actionnaires de ces sociétés aériennes auront de très bonnes questions à poser à leurs directeurs.

Le sénateur Olson: Le gouvernement du Canada est un actionnaire important de l'une des deux sociétés. A-t-il posé ces questions? A-t-il reçu une réponse? À part sa participation au capital-actions de cette société, le gouvernement a-t-il une politique du transport aérien pour le Canada?

Le sénateur Murray: Oui, honorables sénateurs.

L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT SUR LE MARCHÉ— LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'honorable John B. Stewart: Honorables sénateurs, devons-nous conclure, à partir des réactions du ministre, que le gouvernement du Canada n'interviendra jamais sur le marché pour aider, soutenir ou subventionner l'une ou l'autre de ces sociétés aériennes? Cette déduction ou cette conclusion correspond-elle à la politique que le gouvernement a mise en application au cours des trois ou quatre dernières années?

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Je crois que le sénateur sait bien qu'il ne doit pas s'attendre à ce que notre gouvernement adopte une position aussi dogmatique ou doctrinaire, lui qui est si pragmatique.

• (1430)

Le sénateur Frith: Je crois que vous avez interverti les termes *pragmatique* et *dogmatique*.

Le sénateur Stewart: Par conséquent, la première réponse du ministre ne nous brossait pas un tableau complet de la situation. Autrement dit, le gouvernement serait prêt, dans certaines circonstances qui n'ont pas été définies, à écarter la politique énoncée par le précédent ministre des Transports.

Le sénateur Murray: Le sénateur doit savoir que pas plus tard que l'été dernier, nous avons fait ce que nous pouvions pour aider les Lignes aériennes Canadien International, notamment en achetant un certain nombre d'avions dont le ministère de la Défense nationale avait justement besoin. Nous avons acheté des appareils de la flotte de Canadien.

En outre, nous avons pris des dispositions financières pour aider Canadien à survivre à une période de transition, et cela est du domaine public. Je crois que certaines provinces et quelques créanciers de cette société aérienne lui ont aussi

offert de l'aide à ce moment-là et continuent de l'aider encore actuellement.

En établissant officiellement ces faits, je dois aussi rappeler aux sénateurs que pendant nombre d'années, à l'époque de la privatisation d'Air Canada, le gouvernement a pris des mesures manifestement avantageuses pour cette société. Personne ne peut dire que ce que nous avons fait l'été dernier, et récemment encore, pour les Lignes aériennes Canadien International ne consistait pas à accorder à cette société un avantage tout à fait juste.

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LE CONGRÈS À LA DIRECTION DU PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR—LA COUVERTURE EN DIRECT DES DÉBATS

L'honorable Keith Davey: Honorables sénateurs, j'ai peut-être mal compris le leader. Je me suis trouvé dans la position inhabituelle où je suis du même avis que le sénateur Simard.

Ceux d'entre nous qui siègent de ce côté-ci aimeraient bien voir la plus grande partie possible du congrès à la direction du Parti progressiste-conservateur à la télévision. J'estime que ce serait dans l'intérêt public de voir ce débat. Je ne suis pas sûr d'avoir compris ce que vous avez répondu au sénateur Simard et je m'en excuse.

L'honorable Lowell Murray (leader du gouvernement): Honorables sénateurs, la question du sénateur Simard portait non pas sur le congrès à la direction, mais sur les cinq débats qui se tiendront entre les candidats à la direction du parti. Le sénateur voulait savoir si les réseaux de télévision accepteraient de transmettre ces débats en direct. Il semble que non.

Le sénateur Thériault: Ils le feront en anglais, mais pas en français.

Le sénateur Murray: Il n'est pas certain, d'après moi, que le réseau *NewsWorld* va transmettre les cinq débats en direct. Peut-être qu'il le fera. La situation à laquelle le sénateur Simard a fait allusion a trait au fait que la chaîne *NewsWorld* de CBC n'a pas d'équivalent français. J'ai demandé à M. Beatty de s'informer à ce propos.

En ce qui concerne le congrès, je m'attends à ce qu'il soit télévisé en direct. Quoi qu'il en soit, que le sénateur Davey se rassure, les politesses habituelles seront faites et il sera là comme invité d'honneur.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LE PRIX DES MÉDICAMENTS AU CANADA

L'honorable L. Norbert Thériault: Honorables sénateurs, je voudrais en revenir aux questions posées par le chef de l'opposition au leader du gouvernement au sujet du prix des médicaments. Je voudrais que vous cessiez, un moment, de penser au futur congrès conservateur, car il y a des choses plus importantes pour la population, notamment le prix qu'elle va devoir payer pour ses médicaments.